

Association des universités de l'Atlantique

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Dans une économie mondiale concurrentielle, le Canada doit être innovateur pour se façonner un avenir prospère. Nos diplômés universitaires talentueux, reliés au reste du monde et rompus à la recherche sont essentiels à notre croissance et à notre prospérité. Les universités apportent une contribution clé à la croissance du pays et nous permettent de mieux résister aux soubresauts de l'économie mondiale. Le savoir et les découvertes de nos enseignants et de nos diplômés talentueux nous permettent d'améliorer les produits et les services actuels et de créer de nouveaux produits et de nouvelles industries. Le gouvernement fédéral a reconnu la valeur de l'innovation et de nos universités de classe mondiale dans le cadre de récentes initiatives, y compris le budget de 2012, et ses quatre pierres angulaires : la Stratégie scientifique et technologique, l'Examen du soutien fédéral de la recherche-développement, la Stratégie internationale en matière d'éducation et la Stratégie commerciale mondiale, sources de grandes possibilités pour le Canada. Les universités canadiennes ont démontré leur capacité d'agir rapidement pendant la crise économique mondiale. Elles ont effectué 183 projets dans 79 campus, dans les temps et en respectant le budget établi, dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir du gouvernement fédéral. Les universités canadiennes sont toujours prêtes à travailler en collaboration avec les gouvernements à l'avantage de tous les Canadiens. Pour assurer une fondation durable en matière de redressement et de croissance économiques, les universités canadiennes recommandent une approche en trois volets en matière d'investissement et de politiques visant à renforcer notre avantage concurrentiel :

- Investir dans la recherche : pour protéger et améliorer le financement de base des conseils subventionnaires en recherche, y compris les coûts indirects de la recherche; pour la collaboration en matière de recherche internationale; nouveaux partenariats entre les établissements d'enseignement et le secteur privé; stages pour les diplômés; maintien des investissements dans les projets régionaux du Conseil national de recherche;
- Investissements dans l'éducation internationale : initiatives visant l'amélioration de la commercialisation de la région et à attirer des étudiants internationaux dans la région de l'Atlantique; et mécanismes pour appuyer les études à l'étranger d'étudiants canadiens.
- Investissements dans l'éducation supérieure des Autochtones, y compris rajuster le financement par étudiant en fonction du coût actuel de participation; programmes de mentorat et de soutien et programmes de services aux étudiants. Ces initiatives s'appuient sur des investissements pour favoriser la prospérité, alimenter la création d'emplois et permettre au Canada d'envisager un avenir axé sur le savoir. Dans une économie mondiale qui continue d'être fragile, ces initiatives aideront les Canadiens à grandir, à se démarquer et à innover.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Soixante-dix pour cent des nouveaux emplois créés au cours de la prochaine décennie exigeront des études postsecondaires. Au cours des cinq dernières années, les employeurs ont déjà créé de nouveaux emplois, dont bon nombre exigent un diplôme universitaire, en réponse à l'évolution des exigences commerciales en matière de réglementation financière, de cybersécurité, d'entreposage et de gestion des données, de médias sociaux et de relations internationales. Nous avons besoin d'employés talentueux, créatifs et branchés qui peuvent s'ajuster aux carrières de l'avenir, qui ne sont pas encore clairement définies. Les universités excellent à produire ce type d'employé. Même dans une économie affaiblie par une récession mondiale, les employeurs canadiens trouvent des emplois aux diplômés d'universitaires. De mai 2008 à mai 2012, l'augmentation nette des emplois offerts à des diplômés universitaires se chiffrait à 613 000 emplois – soit une augmentation de 15 %. En comparaison, les emplois occupés par des diplômés de collèges n'ont augmenté que de 5 % (297 000 nouveaux emplois) et il y a eu une diminution de 500 000 emplois (7 %) chez les personnes sans éducation postsecondaire. De plus, le salaire moyen d'un diplômé universitaire canadien est élevé et continue d'augmenter. En moyenne, les diplômés universitaires gagnent 1,3 million de dollars de plus que les diplômés du secondaire et 1 million de plus que les diplômés de collèges au cours de leur carrière. D'où viennent ces avantages? Les programmes universitaires enrichis par la recherche et reliés au reste du monde aident les diplômés à développer les connaissances et les compétences nécessaires dans un marché du travail en constante évolution. Le processus de recherche – la capacité d'identifier un défi, de tester des solutions et d'appliquer le nouveau savoir dans des domaines connexes – est intrinsèquement innovateur. Le maintien du soutien accordé aux organismes subventionnaires de recherche fédéraux et l'augmentation des investissements dans des stages à l'intention des étudiants et des nouveaux diplômés, tant au Canada qu'à l'étranger, aideront tous les secteurs à continuer de tirer parti des compétences innovatrices des diplômés. Les stages et les études à l'étranger permettront à nos jeunes de mieux connaître le monde et de renforcer leurs compétences en affaires. Nos universités travaillent en collaboration avec des sociétés commerciales établies dans des collectivités des quatre coins du pays pour élargir les programmes de stage. Un soutien supplémentaire de la part du gouvernement fédéral permettrait à un plus grand nombre de sociétés commerciales de tirer parti de ces diplômés très talentueux. Ce sont eux qui seront à la source des innovations au sein du secteur privé ce qui, en retour, permettra aux entreprises de grandir et favorisera la croissance des emplois dans tous les secteurs de l'économie.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Les changements démographiques sont à la source de certains des défis les plus pressants en matière de soins de santé, de situation socioéconomique et de marché du travail, plus encore dans la région de l'Atlantique que dans toute autre région du pays. Les universités s'attaquent à ces défis en menant des recherches et en produisant des diplômés talentueux et créatifs grâce à des partenariats internationaux en recherche, en attirant des étudiants internationaux et en encourageant l'accès à l'éducation à davantage de Canadiens autochtones. Les chercheurs des universités canadiennes se penchent déjà sur

les répercussions du vieillissement de la population sur notre système de programmes sociaux et de soins de santé et mènent des recherches pour rendre les soins de santé plus abordables et pour améliorer notre sécurité. Grâce à des investissements accrus dans des partenariats internationaux en recherche, le Canada peut alimenter des partenariats de recherche de haut niveau pour combler nos besoins démographiques. Pour améliorer la réputation du Canada comme destination éducative, nous avons besoin de politiques souples et responsables qui nous permettent de faire concurrence aux meilleurs pays hôtes – les États-Unis, le Royaume-Uni et l’Australie – en ce qui a trait aux étudiants internationaux. En 2011, des amendements aux règles fédérales d’immigration ont fait en sorte qu’il est plus facile pour les candidats internationaux au doctorat étudiant dans des universités canadiennes de demander leur résidence permanente. Résultat : plus de 1 000 étudiants au doctorat dont nous avons grandement besoin ou récents diplômés demeurent au Canada chaque année. La Stratégie internationale en matière d’éducation, commandée par le gouvernement fédéral et qui doit être rendue publique sous peu, doit comprendre des mesures qui permettent aux universités de trouver les meilleurs étudiants, les meilleurs enseignants et les meilleurs chercheurs de la planète pour offrir des candidats de haute qualité et branchés sur le monde au marché du travail canadien. Il faut investir davantage pour mieux faire connaître la Catégorie de l’expérience canadienne chez les étudiants internationaux admissibles. Les Canadiens autochtones représentent le segment de la population dont la croissance est la plus rapide. Leur taux très faible d’éducation limite leur capacité de participer à la main-d’œuvre active. Permettre à davantage de ces jeunes de terminer leurs études secondaires ou d’aller à l’université permettra de combler une partie des besoins du marché du travail canadien. Il est impératif que le gouvernement fédéral rajuste la subvention par étudiant accordée aux apprenants autochtones pour mieux prendre en compte le coût actuel des études universitaires. Ces mesures ne permettront pas de relever totalement les défis démographiques du Canada. Nous devons également devenir plus productifs. Les mécanismes qui permettent d’améliorer la qualité de l’expérience des étudiants universitaires – notamment les programmes d’études à l’étranger, les stages et la recherche – permettent de former des employés talentueux, créatifs et branchés sur le monde pour le marché du travail de demain.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l’emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Améliorer la productivité du Canada repose sur notre capacité d’innover. Comme le propose le rapport du groupe d’experts chargé de l’examen du soutien fédéral de la recherche-développement, nous devons continuer d’investir dans la recherche fondamentale menée par nos universités et nous avons besoin d’améliorer les liens et les partenariats qui existent entre les établissements d’enseignement et le secteur privé. La communauté universitaire a bien accueilli le rapport Jenkins l’automne dernier. Toutefois, le rapport s’attardait surtout aux secteurs plus traditionnels (p. ex., la fabrication) tout en semblant sous-évaluer le rôle des entreprises de services et d’innovation sociale dans l’économie axée sur l’innovation. L’Association des universités de l’Atlantique estime que la mise en œuvre des recommandations du rapport doit également s’accompagner d’un engagement continu envers le soutien de la recherche fondamentale qui est à la base de l’innovation. Nous comptons sur la mise en œuvre de mesures visant à encourager des partenariats de recherche entre le gouvernement, les établissements d’enseignement et l’industrie. Les PME représentent approximativement 75 % du secteur privé au Canada et emploient en moyenne 10 personnes. Ces compagnies, le plus souvent, ne disposent pas des ressources nécessaires pour mener leurs propres recherches, employer de récents diplômés ou embaucher des stagiaires qui permettraient d’améliorer la productivité. Les universités

canadiennes ont bien accueilli l'augmentation du soutien accordé à Mitacs/Accélération et aux programmes de bourses de recherche du CRSNG dans les récents budgets. L'accès aux marchés internationaux est fréquemment au-delà de la portée des PME. Les chercheurs canadiens peuvent donner l'accès à des marchés internationaux à ces entreprises. Près de 40 % des enseignants universitaires canadiens ont obtenu au moins un diplôme à l'étranger et un nombre encore plus important ont établi de solides réseaux à l'échelle internationale grâce à des partenariats en matière de recherche et à des échanges universitaires internationaux. Des pays développés et émergents augmentent leurs avantages grâce à des investissements visant à internationaliser leurs universités. Grâce à un modèle de financement public-privé, le programme Science sans frontières du Brésil permettra à 101 000 professeurs et étudiants universitaires brésiliens d'étudier et de faire de la recherche à l'étranger au cours des quatre prochaines années. En Allemagne, plus de 30 % des étudiants ont étudié à l'étranger et des stratégies sont en place pour permettre davantage d'échanges d'étudiants. Reproduire ces programmes au Canada nous permettra d'accroître notre productivité et de faire progresser notre stratégie commerciale.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Au cours des deux prochaines décennies, plus de 400 000 Canadiens autochtones seront en âge d'entrer sur le marché du travail. Ce segment de la population canadienne qui croît rapidement représente une bonne occasion d'améliorer le bien-être et la prospérité des collectivités et des familles autochtones. Il représente également une source importante de talents permettant de combler les exigences du marché du travail canadien. En fait, les Canadiens autochtones considèrent l'éducation comme leur principale priorité et comme la clé leur permettant d'assurer leur bien-être et leur prospérité. Actuellement, le tiers des Canadiens autochtones n'ont pas terminé leurs études secondaires et 20 % n'ont pas fait d'études postsecondaires. Huit pour cent seulement des Canadiens autochtones possèdent un diplôme universitaire (soit environ le tiers du reste de la population canadienne). Des mesures visant à leur permettre de terminer leurs études secondaires et d'avoir accès à l'université auront un effet bénéfique important pour les Canadiens autochtones et pour le Canada. À l'échelle nationale, elles contribueront à prendre en compte certains des défis que pose le marché du travail. Dans les collectivités, elles permettront de s'attaquer aux défis que présentent les problèmes sociaux, économiques et en matière de santé. Le taux d'emploi et les salaires augmentent également de façon significative en fonction du niveau d'instruction. Par exemple, le recensement de 2006 révélait que 45 % seulement des Canadiens autochtones de 25 à 64 ans qui avaient terminé des études secondaires occupaient un emploi. Le niveau d'emploi passe à 84 % chez les personnes qui possèdent un baccalauréat. Les Canadiens autochtones qui possèdent un baccalauréat gagnent en moyenne 55 000 \$ par année, comparativement à 36 000 \$ pour ceux qui n'ont qu'un diplôme d'études secondaires. Les universités canadiennes reconnaissent que les efforts de recrutement des étudiants commencent bien avant la dernière année des études secondaires. Elles ont établi des partenariats avec les collectivités et les écoles autochtones pour mettre sur pied des initiatives, partout au pays, pour que les enfants, les jeunes et leurs parents considèrent l'université comme possibilité d'avenir. Ces initiatives en matière de recrutement offrent non seulement aux étudiants des renseignements au sujet des cours universitaires, mais également des sources d'aide financière, des programmes de soutien et des perspectives professionnelles. Les universités appuient les mesures visant à améliorer l'éducation offerte au primaire et au secondaire ainsi que celles qui permettront d'accroître les possibilités de faire des études supérieures, en particulier l'augmentation des subventions par étudiant pour prendre en compte le coût

actuel des études universitaires.